

LE PIÈGE DE LA DÉMAGOGIE

TOUJOURS LA JOURNÉE ROUGE

Rarement, il faut le reconnaître, la bureaucratie communiste montra tant de zèle dans la préparation d'une manifestation. L'échec des méthodes bureaucratiques n'en est que plus sensible, car jamais préparation intensive n'apporta moins de résultats. La bureaucratie corrompt tout ce qu'elle touche. Après une campagne de presse de deux mois, le lecteur de l'Humanité en est encore à se demander ce que l'on veut obtenir de lui. Il est soumis au régime de la douche écossaise : un article réchauffe son enthousiasme en lui affirmant qu'il sera, le premier Août, maître de la rue ; l'article suivant vient le glacer en lui montrant que ses « Chefs » n'osent adopter aucune modalité d'action.

En un mot, une campagne sans substance, sans mot d'ordre : les mêmes bureaucrates, qui ont étouffé toute vie à la base, en appellent maintenant à l'initiative des masses ; faute de pouvoir prendre une décision, ils s'en remettent à la masse, « à son sûr instinct de la méthode directe » (Humanité).

Quelle est la raison de cette hésitation, de cette volte-face après les fanfaronnades du début ? C'est la résistance certaine des milieux ouvriers, des milieux syndicaux en particulier, qui l'a déterminée.

Il a été signifié aux grands stratèges du P. C. F. qu'ils ne seraient pas suivis, et, devant la perspective de la déroute, ils préparent leur alibi.

L'élasticité de leurs objectifs ne permettra pas de contrôler s'ils ont vraiment été atteints. On laissera donc aux ouvriers et aux militants de chaque corporation et de chaque région le soin de « décider la forme de leur protestation ». De la lutte pour la rue (Humanité du 23 juin), on s'est rabattu sur la grève « de quelques minutes » et « la sortie prématurée » de l'atelier (Humanité du 7 juillet).

Il n'est pas impossible, d'ailleurs, que d'ici le 1^{er} août, la grève de quelques minutes ne soit remplacée, à son tour, par une grande manifestation comme « Une minute de silence » ou « Un instant de recueillement »... Comme il est possible, également, qu'une brusque saute de vent nous ramène au putschisme irresponsable.

Rien ne sert mieux les intérêts de la bourgeoisie et de la social-démocratie que ces zigzags impuissants, rien n'est plus propre à affaiblir la combativité du prolétariat que l'in-

capacité du Parti à lancer un mot d'ordre. Car, c'est n'en pas lancer que de les suggérer tous sans s'arrêter à aucun. Il n'est pas de situation cependant qui ne porte avec elle un mot d'ordre approprié. S'il faut abandonner « la lutte pour la rue », dont nous avons dénoncé l'aventurisme, cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à toute lutte, renoncer à rallier les masses pour une manifestation nécessaire — comme on le fait en s'abstenant de parler clair.

Là où il eut été possible d'assembler de vastes réunions, après une campagne de classe, menée dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, on laisse en fait le champ libre à la comédie nationale-pacifiste des socialistes, qui n'ont pas désavoué 1914.

Pour des objectifs qu'elle ne peut même pas préciser, la bureaucratie communiste renonce à la tâche que lui assignaient les événements, et le Parti, loin d'être à la tête des ouvriers, suit à la remorque « l'initiative de la masse ».

Il n'est pas de meilleur concours que puissent espérer les tartuffes du pacifisme.

TROTSKY EN ANGLETERRE ?

Lorsque notre camarade s'est adressé au gouvernement travailliste en demandant le visa anglais, on pouvait penser que la réponse ne se ferait pas attendre, puisqu'il s'agissait d'une de ces questions de principe sur lesquelles les démocrates n'hésitent jamais à s'affirmer, quand ils sont dans l'opposition !

Mais les jours passent, et même les semaines, sans apporter autre chose que des nouvelles officielles contradictoires sur l'admission de Trotsky en Angleterre. A lui seul, ce retard, cette hésitation à accorder le droit d'asile au grand révolutionnaire proscrit, est une honte pour les travaillistes au pouvoir.

On peut juger maintenant par des faits du sentiment que la bourgeoisie et ses agents gardent au compagnon de Lénine : refus formel de l'Allemagne et de ses social-démocrates, refus officieux de la Belgique, de la France, de la Norvège. Pour ceux qui pouvaient en douter, cette série marque que la bourgeoisie connaît son ennemi, qu'elle fait passer son sens de classe avant toute considération de principe démocratique.

L'homme de la Rote Fahne qui écrivait en février : « Le traître Trotsky mérite d'être rendu au monde bourgeois auquel il appartient », ce malheureux stipendié est confondu

par les événements eux-mêmes. Non pas qu'un visa accordé eut permis de l'excuser, mais la haine de classe contre Trotsky reste si forte qu'elle passe avant toutes les apparences respectables que voudraient se donner les vieilles grues de la démocratie.

Derrière ces tergiversations du gouvernement travailliste, qu'y a-t-il ? Un simple retard ? Il ne s'expliquerait pas, car la question posée est très simple, et, si l'on s'en tient au principe, elle se résout en vingt-quatre heures. Mais il y a autre chose, il y a, dans la coulisse, les intrigues de Staline, il y a les marchandages entre les agents de Staline et Mac Donald : Quelle concession Staline est-il prêt à faire au capitalisme en échange du droit d'asile bafoué ? Voilà la question. Le Daily News a laissé passer le bout de l'oreille en disant que le Cabinet était enclin à repousser la demande de Trotsky pour ne pas compromettre la reprise des relations avec l'U. R. S. S. Qui pourrait résister à une invite aussi attrayante, aussi mélodieuse : que Staline entende bien, il lui suffira de payer le prix, on lui laissera le temps de s'exécuter.

Quel est donc le mobile qui pousse ainsi Staline à s'acoquiner avec tous les gouvernants capitalistes pour empêcher l'accès de Trotsky en Europe centrale et occidentale ?

C'est qu'en Turquie, d'abord, Trotsky est plus à portée. On y possède toutes sortes de facilités pour le faire surveiller par un Guépéou, dont les liens avec la police turque ont éclaté dans tous les faits qui ont accompagné le bannissement de Trotsky.

De plus, en Turquie, on peut plus facilement qu'ailleurs organiser la rentrée forcée de Trotsky en U. R. S. S., après avoir machiné sa sortie ; après une préparation savante de l'atmosphère, une campagne intense de calomnies, on trouverait, en Turquie mieux qu'ailleurs, les complicités dont on a besoin pour accomplir un semblable dessein.

Enfin, pour les raisons que nous avons déjà exposées, Constantinople est certainement, par son caractère même et la présence d'innombrables wrangéliens, la ville où notre camarade est le plus en danger. Cette dernière considération n'est pas non plus indifférente à Staline. C'est assez dire toutes les raisons qu'il a de vouloir maintenir Trotsky à Constantinople.

Les travaillistes iront-ils jusqu'au bout ? Feroient-ils ouvertement le jeu de Staline ? Leur hésitation permet de le penser.

Déjà, lorsque la question se posa de la venue de Trotsky en France, Briand n'avait pas hésité à céder aux sollicitations de Staline. Il s'était opposé au visa pour se réserver matière

à échange dans les négociations avec les Soviétiques. Le droit d'asile était devenu un objet de troc, le tout aux dépens du prolétariat international...

LE PLAN YOUNG ET LES DETTES

Méthodiquement les Etats-Unis poursuivent leur tentative d'investissement financier de l'Europe. Le Plan Dawes leur avait permis de poser les premiers jalons. Le plan Young leur livre l'Allemagne à discrétion et, derrière l'Allemagne, liés par les paiements de l'Allemagne, la France et la Belgique. Seul, le capitalisme anglais reste financièrement vis-à-vis de son rival américain sur des bases très fortes. Mais son impossibilité de constituer l'Europe en un bloc solide de débiteurs, décidés à dicter leurs conditions de paiement au créancier et non à les subir, marque assez l'impuissance du capitalisme anglais à prendre la tête des intérêts des Etats capitalistes européens, contre son rival américain.

Livré à lui-même, Poincaré, sous la pression des représentants des classes moyennes qui ne voient la question que sous un aspect purement sentimental, s'est risqué auprès du Gouvernement américain à une démarche que l'Humanité, épousant dans le fond le point de vue « sentiment national », développée à la Chambre par Franklin-Bouillon, juge humiliante.

Le prolétariat n'a pas évidemment à se trouver humilié par les genuflexions de ses capitalistes devant la finance américaine. Le prolétariat français doit développer la pression révolutionnaire qu'il exerce en tant que prolétariat sur son propre capitalisme. Toute dégénérescence du capitalisme français — et c'est le cas avec le plan Young — favorise son action révolutionnaire.

L'ère impérialiste avec ses tournants brusques, nécessite de la part du Parti Communiste, à la fois une grande rigidité de principes et une immense souplesse tactique pour ne jamais perdre le contact avec les masses. C'est cependant exactement l'inverse que nous voyons se produire parmi des Partis communistes de secte, incapables de comprendre les besoins des masses et se trainant à leur remorque par la pire des démagogies.

En face de telles perspectives, la tâche qui s'impose à l'Opposition Communiste, dispersée, persécutée, est de s'adresser directement aux masses par dessus la tête des fonctionnaires staliniens incapables et corrompus.

La question de la presse de l'Opposition se pose. Elle devra être résolue. Elle le sera prochainement.

CENTRE LE COURANT.